

# Cours de droit

Romain Tissier

2015

# Table des matières

<b>I</b>	<b>Introduction</b>	<b>3</b>
1	Qu'est ce que le droit ?	3
2	Définition	3
3	Distinction entre droit, justice, équité	3
4	Distinction entre droit et morale	3
5	Distinction entre Droit et droit	3
<b>II</b>	<b>La règle de droit</b>	<b>4</b>
6	Obligation et coercition	4
7	Généralisation et abstraction	4
<b>III</b>	<b>Les branches du droit</b>	<b>5</b>
8	Distinction entre droit privé et droit public	5
9	Les branches du droit public	5
10	Les branches du droit privé	5
11	Les branches du droit mixte	5
<b>IV</b>	<b>Les sources du droit</b>	<b>6</b>
<b>12</b>	<b>Les sources directes du droit</b>	<b>6</b>
12.1	Les sources écrites . . . . .	6
12.1.1	Les sources nationales . . . . .	6
12.1.2	Les sources internationales . . . . .	6
12.2	Des sources non écrites . . . . .	7
12.2.1	La coutume . . . . .	7
12.2.2	L'usage . . . . .	7
<b>13</b>	<b>Les sources indirectes du droit</b>	<b>7</b>
13.1	La jurisprudence . . . . .	7
13.2	La doctrine . . . . .	7
<b>V</b>	<b>Application de la règle de droit</b>	<b>8</b>

# Première partie

## Introduction

### 1 Qu'est ce que le droit ?

Instinctivement nous faisons tous déjà du droit. Par exemple, nous distinguons la différence entre une règle juridique et une règle de conduite en société. Parmi ces règles juridiques, nous en connaissons beaucoup comme le salaire minimal ou encore l'interdiction de rouler à contre-sens. Nous connaissons aussi la célèbre citation : *"qui tacet consentire videtur"*, du pape Boniface VIII (1235-1303) qui se traduit en français pas "qui ne dit mot consent".

### 2 Définition

Le droit est l'ensemble des règles juridiques qui régissent la vie des hommes en société ; sanctionné le cas échéant par une contrainte exercée par l'autorité publique. Mais attention, toute règle de vie en société n'est pas juridique.

### 3 Distinction entre droit, justice, équité

*"Dieu nous garde de l'équité des parlements"*

Afin de préserver la sécurité juridique, la loi impose au juge français de statuer en Droit et non en équité ou en fonction de sa propre idée du juste.

### 4 Distinction entre droit et morale

La morale irrigue l'ensemble du droit mais ces deux notions sont différentes :

- la morale vise la perfection de l'homme, le droit a seulement pour objectif le fonctionnement harmonieux de la société
- le domaine de la morale dépend de chaque individu et évolue avec le temps. Le droit se veut la plus large morale commune possible avec une certaine stabilité afin d'assurer la sécurité juridique.
- la sanction morale est intérieure, elle est issue de la conscience. La sanction du droit est elle assurée de l'extérieur par l'autorité publique.

### 5 Distinction entre Droit et droit

Le Droit avec un grand "D" est le droit objectif, c'est l'ensemble des règles juridiques d'un pays donné. Il est différent du droit, qui lui est subjectif. Il correspond à une prérogative individuelle qui existe sur la tête d'une personne titulaire d'un droit. Au final, le Droit objectif confère des droits subjectifs aux acteurs de la vie juridique.

## Deuxième partie

# La règle de droit

## 6 Obligation et coercition

La règle de droit est obligatoire et coercitive<sup>1</sup>. C'est un commandement et la règle peut être appliquée par contrainte. Par exemple, l'article 544 du code civil dispose que :

*"La propriété d'un bien est disposer de la chose de la manière la plus absolue du moment qu'il n'en fait pas un usage prohibé par la loi"*

Les sanctions peuvent être civiles (domages et intérêt, exécution forcée,...) mais parfois pénale (amende, peine d'emprisonnement voir réclusion). Attention, l'emprisonnement fait référence à un délit alors que la réclusion fait référence à un crime.

## 7 Généralisation et abstraction

La règle de droit a vocation d'être appliquée sur tout le territoire français et sur toute personne qui forme le corps social. La loi ne désigne jamais la personne nommément mais elle peut viser spécifiquement une catégorie de personnes. Elle est formulée en termes généraux et ne s'applique qu'aux cas particuliers qu'à posteriori.

---

1. La coercition est l'action de contraindre, exercée sur quelqu'un, pour le forcer à agir ou à s'en abstenir.

## Troisième partie

# Les branches du droit

Le droit est un ensemble formé de sous ensemble. Ainsi il y a une distinction entre droit privé, droit public, droit national, droit international...

## 8 Distinction entre droit privé et droit public

La loi diffère tout d'abord au niveau des objectifs : le droit public à pour but l'intérêt général alors que le droit privé à pour but l'intérêt privé. Son caractère diffère aussi : le droit public est impératif, le droit privé est lui beaucoup plus libéral. Enfin les sanctions diffèrent : dans le droit public, l'état a certain privilège alors que dans le droit privé, les particuliers sont à égalité.

## 9 Les branches du droit public

- droit constitutionnel, qui régit les règles concernant l'organisation de l'état
- droit administratif
- finances publiques
- droit international public, qui régit les rapports entre états, cependant aucun état n'est obligé de le respecter.

## 10 Les branches du droit privé

Le droit privé traite des rapports entre particulier entre eux et particulier et collectivités privées (entreprise association... Mais non administrative)

- droit civil, établi par le code civil(1804)
- droit commercial, réservé aux commerçants et particuliers qui effectuent un acte de commerce (1807)
- droit de la consommation, qui régit les règles entre les consommateurs et les professionnels
- droit à la propriété intellectuelle
- droit privé international, qui régit les règles entre particuliers avec élément d'extranéité <sup>2</sup>(Exemple : divorce entre un français et une irlandaise mariés en Allemagne et résident au Royaume-Uni : il y a conflit de loi entre les pays, le droit privé international vise donc à trouver une solution)

## 11 Les branches du droit mixte

La frontière entre le droit public et le droit privé n'est pas étanche. On parle alors de droit mixte.

- droit de l'union européenne
- droit de l'environnement
- droit médical
- droit social, qui inclut le droit du travail(ex : SMIC, condition de licenciement...)
- droit pénal
- droit fiscal

---

2. caractère de ce qui est étranger

## Quatrième partie

# Les sources du droit

Les sources du droit sont les modes de création du droit : comment le droit est-il créé à notre époque ?

## 12 Les sources directes du droit

### 12.1 Les sources écrites

#### 12.1.1 Les sources nationales

Ces sources sont composées selon la hiérarchie suivante :

- La constitution : c'est elle qui constitue la république. Elle établit le droit public et le droit constitutionnel. Son rôle est de gérer les rapports entre les organes essentiels de l'état et du gouvernement. Nous sommes actuellement sous la cinquième république, ainsi la France possède par exemple un parlement composé de l'assemblée nationale et du sénat. La constitution française reprend en préambule la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.
- La loi au sens strict : c'est la loi ordinaire, elle est limitée par l'article 34 de la constitution et ne peut dépasser les limites de cet article sous peine d'être censurée par le conseil constitutionnel
- L'ordonnance
- Le règlement (ou décret autonome), la ou la loi n'a pas de compétence, le règlement s'applique
- Le décret d'application : c'est la modalité pratique d'une loi, par exemple la fixation du salaire minimum est un décret d'application
- Arrêté
  - Arrêté ministériel
  - Arrêté préfectoral
  - Arrêté municipal

La hiérarchie est respectée, par exemple, un maire ne peut pas déposer un arrêté interdisant le droit de grève car la constitution l'empêche. Enfin tout en bas de la pyramide, on peut ajouter les circulaires ministérielles qui sont en quelque sorte le mode d'emploi d'une loi mais qui n'est pas valable devant un juge.

#### 12.1.2 Les sources internationales

Ces sources sont composées des traités internationaux hors de l'union européenne. Le cas d'un litige impliquant la fraude fiscale ou la double imposition utilise ces sources. L'exemple de deux de ces sources internationales sont la convention de San Francisco en 1945 qui est à l'origine de l'ONU ou la déclaration de Marrakech en 1994 qui est à l'origine de l'OMC. L'article 55 de la constitution française précise qu'un traité international ratifié par le parlement a une valeur supérieure à la loi française même si celle-ci est contraire ou postérieure.

Ces sources sont aussi composées des traités communautaires, les plus célèbres sont les traités européens :

- 1951 : Traité de Paris (forme avec le traité de Rome et l'acte unique européen le droit primaire de l'union européenne)
- 1957 : Traité de Rome
- 1986 : Acte unique européen
- 1992 : traité de l'union européenne
- 1997 : traité d'Amsterdam
- 2007 : traité de Lisbonne

Le droit dérivé de l'union européenne est composé de :

- Règlement : équivalent d'une loi nationale et applicable dans chaque état
- directives : destinée à tout ou certain état, définissant des objectifs obligatoires à atteindre
- décisions : règle obligatoire imposée à certain état
- recommandation et avis : conseils prodigués aux états, peut servir à l'interprétation du droit dans les états de l'union.

## **12.2 Des sources non écrites**

- "En traversant la France, on change plus souvent de lois que de chevaux", Voltaire

### **12.2.1 La coutume**

- "Une fois n'est pas coutume"

Une coutume est une pratique répétée et habituelle qui tend à se poser en règle de droit. Elle implique répétition et généralisation sur une longue période. Le comportement doit être perçu comme obligatoire par l'opinion ou le groupe visé. Une coutume peut bien sur disparaître d'elle même ou être supprimé par une loi qui lui sera toujours supérieure. On peut prendre comme exemple de coutume les mineurs de fond, qui à la saint Barbe avaient un jour de congé payé.

### **12.2.2 L'usage**

L'usage est une pratique courante en droit commercial, en droit international et en droit du travail. Par exemple, une prime versée depuis plus de 20 ans dans une entreprise doit continuer à être versée.

## **13 Les sources indirectes du droit**

### **13.1 La jurisprudence**

La jurisprudence est l'ensemble des décisions rendues par les juridictions françaises et en particulier à la cour de cassation et au conseil d'état. Contrairement aux pays anglosaxons, où l'on parle de "common law" où elle a un rôle principal, en France elle ne garde qu'un rôle secondaire.

### **13.2 La doctrine**

Un magistrat est limité à ses connaissances. La doctrine est l'ensemble des travaux consacrés à l'étude du droit et de toutes les opinions émises sur le droit. Elle a un double rôle : à la fois pédagogique et prospectif. Elle permet par exemple de trouver des défauts dans une législation et d'émettre de meilleures propositions. La doctrine est libre d'exprimer son avis et est libre de critiquer la loi, par ailleurs, une doctrine est rarement unanime et suscite souvent des controverses.

L'avis d'une doctrine ne s'impose jamais à un juge. Mais elle peut être consulté pour la proposition d'une loi (Qui implique le parlement) ou pour le projet d'une loi (Qui implique le gouvernement). Ainsi, même si la doctrine n'a pas de valeur, elle peut influencer, ou constituer un guide pour une décision et a donc une importante force de persuasion.

## Cinquième partie

# Application de la règle de droit

## 14 Compétence juridictionnelle

On parle ici de demandeur/demanderesse(l'attaquant) et de défendeur/défenderesse (celui qui est attaqué).

### 14.1 Compétence d'attribution

La compétence d'attribution est l'aptitude à connaître d'une affaire déterminée principalement par la nature du litige : selon la matière, l'affaire ne sera pas gérée au même tribunal : en effet le tribunal de grande instance ne gère pas les mêmes affaires que les prud'hommes).

### 14.2 Compétence territoriale

La compétence territoriale est l'aptitude à connaître d'une affaire déterminée par des critères géographiques. Le domaine pénal fait exception, car le lieu de l'infraction est le lieu de juridiction, idem pour le tribunal administratif.

### 14.3 Problème du délai de prescription

Si le mauvais tribunal est saisi, le temps de décision d'incompétence peut être supérieur au délai de prescription. Par exemple, une diffamation sur internet a une durée de prescription de 3 mois, le temps que l'on remarque la diffamation, si l'on se trompe de tribunal, on peut facilement dépasser les 3 mois.

### 14.4 Notion de juridiction

Une juridiction est un organe créé par la loi qui a pour but principal de trancher les litiges et de dire la loi. Ainsi tous les tribunaux et toutes les cours sont des juridictions.

Les juridictions d'ordre administratives connaissent des litiges qui opposent les particuliers et les administrations.

### 14.5 Point sur les magistrats

Un magistrat peut être membre du parquet ou juge du siège.